

## **La sécurité, un engagement commun**

Mieux répondre aux attentes de la population en matière de sécurité, c'est l'ambition du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR).

Lundi 2 juillet 2018 à la salle des fêtes de Sevran :

Agir en commun pour la sécurité des Sevranais: voilà l'objectif majeur du CLSPDR réuni à la salle des fêtes le 2 juillet dernier. Présidée par le maire Stéphane Blanchet, cette instance a pour vocation de faire remonter du terrain les problématiques de sécurité.

### **La vidéo-surveillance, un nouvel outil**

«La sécurité d'une ville doit s'appuyer sur une politique locale active et partenariale, elle est l'affaire de tous», synthétise le maire. Fabienne Klein-Donati, procureure de la République du tribunal de grande instance de Bobigny dont dépend Sevran, confirme que le CLSPDR « est l'occasion de faire le bilan (...) mais aussi de tracer des perspectives pour l'année à venir, particulièrement au moment où Sevran prend un virage important en se dotant de caméras de surveillance». A terme en effet, la Ville devrait, dans le cadre d'un partenariat avec l'État, pouvoir tableer sur l'installation de caméras. La Ville a d'ailleurs obtenu la signature d'une convention de dépôt avec la police nationale afin que ces images soient visibles en temps réel au commissariat de Sevran. « Encore faut-il que derrière les caméras, on puisse trouver des hommes pour les visionner », pointe à ce sujet Stéphane Blanchet, faisant réentendre aux représentants de l'Etat la «revendication déjà ancienne - plus de 30 ans - d'obtenir enfin un commissariat de plein exercice».

### **Plus de moyens pour la police**

Une requête appuyée par la députée de Sevran, Clémentine Autain, déplorant la « saturation du commissariat» où il manque actuellement «35 personnes pour assurer une police efficace». Sur ce sujet, la mise en place de la police de sécurité du quotidien (PSQ) affectée au quartier des Beaudottes verra le « renfort à l'automne de 20 nouveaux fonctionnaires de police », a annoncé le sous-préfet Patrick Lapouze. Le conseil s'est justement conclu par la signature entre l'Etat et la Ville de la convention d'installation du «quartier de reconquête républicaine» des Beaudottes, appellation officielle de ce dispositif national. La convention pose, entre autres, le principe de forces de sécurité «plus respectées, plus nombreuses, mieux équipées, plus accessibles pour la population».

Le CLSPDR y veillera. Sa [prochaine réunion](#) est prévue d'ici à la fin 2018.

Publié le 12 décembre 2018